

Frantz MERCIER

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie régionale de Nancy

Expert Comptable Diplômé
Inscrit au tableau de l'Ordre de la région Grand Est

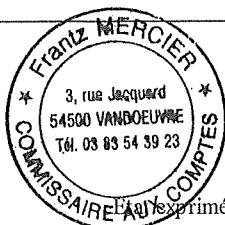
Expert Judiciaire
près la Cour d'Appel de Nancy et
la Cour Administrative d'Appel de Nancy

ADAPAH NORD 54

Association déclarée

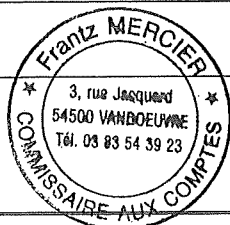
Rue Ernest Hemingway
54810 LONGLAVILLE

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS ET
RAPPORT SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
ETABLIS PAR LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024**



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	6 599	6 599		
	Autres immobilisations incorporelles (1)	5 500		5 500	5 500
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	287 000		287 000	134 000
	Constructions	645 000	96 739	548 261	238 931
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 466	2 466		
	Autres immobilisations corporelles	481 288	289 499	191 789	145 301
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	9 200		9 200	9 200
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	179 976		179 976	157 792
	Autres immobilisations financières				1 498
TOTAL (I)		1 617 030	395 304	1 221 726	692 222
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	264 379	11 819	252 561	286 075
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	251 227		251 227	426 830
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 028 075		2 028 075	1 884 218
	DISPONIBILITES	75 602		75 602	271 043
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	33 012		33 012	37 544
	TOTAL (II)	2 652 296	11 819	2 640 477	2 905 709
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		4 269 326	407 123	3 862 203	3 597 930
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	434 841	434 841
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 037 446	1 037 446
	Réserves pour projet de l'entité	590 020	590 020
	Autres	(543 102)	(732 791)
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	25 083	189 689
	Total des fonds propres (situation nette)	1 544 288	1 519 205
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	96 127	36 996
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	96 127	36 996
	Total des fonds propres	1 640 415	1 556 201
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	178 834	40 163
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public			
	Total des fonds reportés et dédiés	178 834	40 163
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	462 940	462 870
	Total des provisions	462 940	462 870
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 307	91 507
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 496 844	1 445 405
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 863	1 785
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	1 580 014	1 538 696
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		3 862 203	3 597 930
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		25 082,59	189 688,99
(1) Dont à moins d'un an		1 580 014	1 538 696
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	6 252 026	6 452 754
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 303 966	1 060 429
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	291 941	429 829
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	12 973	11 085
	Total des produits d'exploitation	7 860 906	7 954 097
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	884 239	841 714
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	460 110	415 469
	Salaires et traitements	5 085 033	5 069 986
	Charges sociales	1 264 278	1 224 996
	Dotation aux amortissements et dépréciations	49 638	37 566
	Dotation aux provisions	21 900	132 412
	Reports en fonds dédiés	138 671	40 163
	Autres charges	1 815	23 421
	Total des charges d'exploitation	7 905 684	7 785 727
RESULTAT D'EXPLOITATION		(44 778)	168 370



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(44 778)	168 370
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	54 171	25 949
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		54 171	25 949
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		54 171	25 949
RESULTAT COURANT avant impôts		9 394	194 319
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	14 501	137
	Sur opérations en capital	17 356	3 205
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	31 857	3 342
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		306
	Sur opérations en capital	1 498	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	1 498	306
RESULTAT EXCEPTIONNEL		30 359	3 036
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		14 670	7 666
TOTAL DES PRODUITS		7 946 934	7 983 388
TOTAL DES CHARGES		7 921 852	7 793 699
EXCEDENT ou DEFICIT		25 083	189 689
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	12 099				12 099
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 099				12 099

CORPORELLES	Terrains	134 000		153 000		287 000
	Constructions sur sol propre	321 000		324 000		645 000
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 466				2 466
	Instal., agencement, aménagement divers	172 130				172 130
	Matériel de transport	77 280		63 727		141 007
	Matériel de bureau, mobilier	151 756		16 395		168 151
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	858 632		557 122		1 415 754

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	9 200				9 200
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	159 290		22 184	1 498	179 976
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	168 490		22 184	1 498	189 176

TOTAL	1 039 221		579 306		1 498	1 617 030
--------------	------------------	--	----------------	--	--------------	------------------



Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	6 599			6 599
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 599			6 599
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	82 069	14 670		96 739
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 466			2 466
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	73 521	12 454		85 975
	Matériel de transport	39 850	12 857		52 708
	Matériel de bureau, mobilier	142 493	8 323		150 816
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		340 400	48 304		388 705
TOTAL		347 000	48 304		395 304

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	280 133		13 579	266 554
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	182 737	21 900	8 251	196 386
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	462 870	21 900	21 830	462 940
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	12 539	1 333	2 053	11 819
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	12 539	1 333	2 053	11 819
TOTAL GENERAL		475 409	23 233	23 883	474 759

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		23 233	23 883	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations		
	Prêts (1) (2)	179 976	179 976
	Autres immobilisations financières		
	Clients douteux ou litigieux	11 819	11 819
	Autres créances clients	252 561	252 561
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés	3 287	3 287
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 353	10 353
	Impôts sur les bénéfices		
	Taxes sur la valeur ajoutée		
	Autres impôts, taxes versements assimilés		
	Divers	1 504	1 504
	Groupe et associés (2)		
	Débiteurs divers	236 083	236 083
	Charges constatées d'avances	33 012	33 012
	TOTAL DES CREANCES	728 595	548 619
			179 976
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice	96 237	
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice	74 053	
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		

	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)			
	Autres emprunts obligataires (1)			
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)			
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)			
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)			
	Fournisseurs et comptes rattachés	81 307	81 307	
	Personnel et comptes rattachés	919 842	919 842	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	466 503	466 503	
	Impôts sur les bénéfices	14 670	14 670	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	95 828	95 828	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Groupe et associés (2)			
	Autres dettes	1 863	1 863	
	Dettes représentatives de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	178 834	178 834	
	TOTAL DES DETTES	1 758 848	1 758 848	
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice			
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice			
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)			



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes de l'ADAPAH NORD 54 ont été élaborés et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (C.R.C.).

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 862 203 euros**.

Le compte de fonctionnement, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **7 946 934 euros** et un total **charges** de **7 921 852 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **25 083 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

- immobilisations non décomposables ; conformément aux mesures de simplification pour le PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise
- immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.



Annexe libre

Etat exprimé en euros

Provision pour risques et charges

La mise en place de la modulation du temps de travail a amené à constater qu'une partie du personnel a réalisé des heures de travail excédentaires dont la récupération, d'ici la fin de la période de décompte, est incertaine. Afin de couvrir le risque d'indemnisation de ces heures excédentaires, une "provision pour modulation" a été constituée pour 63 225 € (représentant 3 242 heures) qui figure à la ligne "autres provisions pour risques et charges" des comptes annuels.

Provision pour indemnités de fin de carrière

La provision pour indemnités de fin de carrière a été calculée selon la méthode du prorata des droits au terme : cette méthode consiste à évaluer les flux futurs probables, à actualiser ces flux à la date d'évaluation et à proratiser la valeur actuelle (en fonction de l'ancienneté actuelle).

Sur la base d'un de turn-over faible et d'une hypothèse de départ volontaire, l'engagement évalué au 31/12/2024 s'élève à 266 554 € ; le taux d'actualisation retenu est de 3.35 %.

Autres provisions pour risques et charges

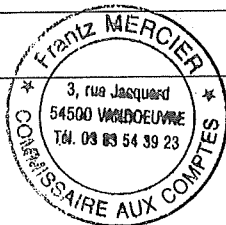
La loi DDADUE du 22/04/2024 a mis en conformité le droit français avec le droit européen en matière de congés payés : elle consacre le principe selon lequel les salariés en arrêt maladie ou en accident, peu importe l'origine professionnelle ou non de celui-ci, continuent d'acquérir des congés payés pendant leur arrêt de travail.

L'Association a considéré qu'une sortie de ressources était probable (comptabilisation en provision pour risque).

Les choix suivants ont été retenus :

- calcul des congés payés pendant les périodes de maladie du 01/06/2021 au 31/05/2024 (pour les salariés présents et sortis)
- limitation des droits à congés payés acquis durant une période d'absence pour maladie à 4 semaines

La provision s'élève à 122 267 € au 31/12/2024



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		269 215
Autres créances clients		13 640
Factures non établies	13 640	
Autres créances		255 575
Fournisseurs, avoirs non parv	525	
IJ CPAM	10 353	
AFPR A RECEVOIR	205	
INDEMN. CONSIELLER PRUDHOMAL A RECEVOIR	1 299	
IJ PREVOYANCE MUTEX A RECEVOIR	10 155	
Contrats aidés à recevoir	3 107	
Rembt formations à recevoir	21 502	
Subventions à recevoir	197 370	
Intérêts courus	11 059	



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

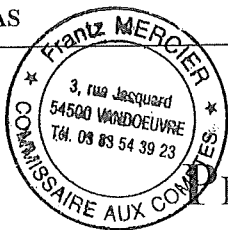
Total des Charges à payer		759 431
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		29 281
<i>Frs, factures non parvenues</i>	29 281	
Dettes fiscales et sociales		730 151
<i>Congés à payer</i>	549 200	
<i>Charges sociales /c.p. à payer</i>	180 951	



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			33 012
- maintenance informatique		7 148	
- assurances		11 855	
- cotisations		11 046	
- locations		2 964	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			33 012



Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		31 857
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		14 501
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>14 501</i>	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		17 356
<i>Cession immob financière</i>	<i>1 498</i>	
<i>Op des subv rapp au résultat</i>	<i>15 858</i>	
Total des charges exceptionnelles		1 498
Charges exceptionnelles sur opération en capital		1 498
<i>Vnc immob. financières</i>	<i>1 498</i>	
Résultat exceptionnel		30 359

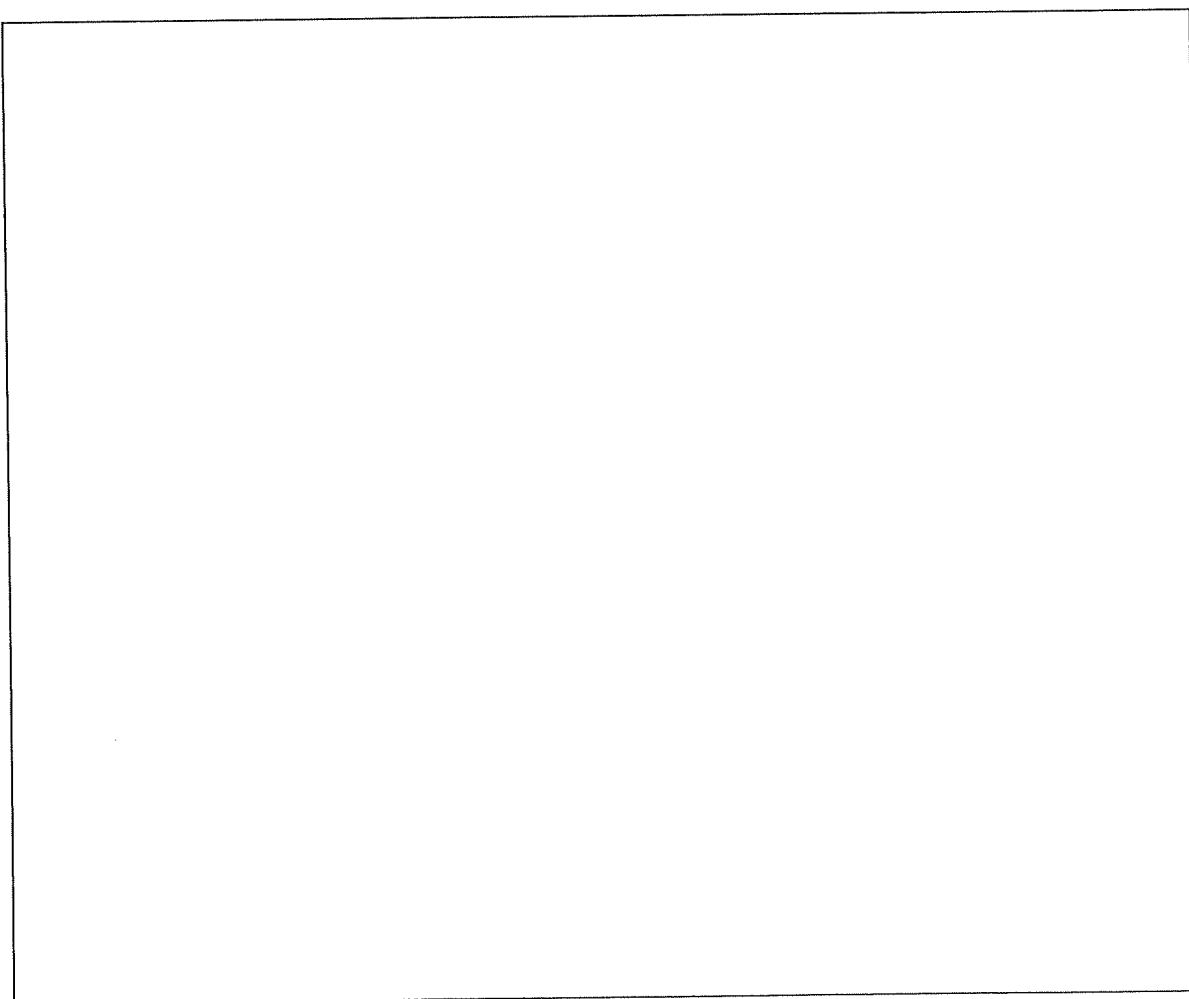


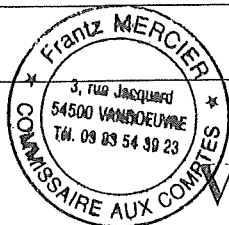
Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2024

- Remboursements formations	76 371
- Indemnités journalières	142 359
- Remboursements fonctions prud'homales	2 178
- Participation transition pro.	47 151
TOTAL	268 058





Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	434 841				434 841
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves	1 037 446				1 037 446
Autres réserves	590 020				590 020
Report à nouveau	(732 791)	189 689			(543 102)
Excédent ou déficit de l'exercice	189 689	(189 689)	25 083		25 083
Situation nette	1 519 205		25 083		1 544 288
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	36 996		163 833	104 701	96 127
Provisions réglementées					
TOTAL	1 556 201		188 915	104 701	1 640 415

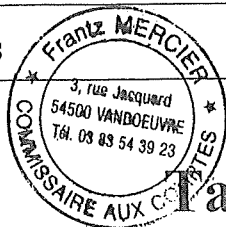


Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice $D = A - B + C$
Fonds dédiés				
Dotation complémentaire CPOM qualité	40 163		138 671	178 834
TOTAL	40 163		138 671	178 834

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice $D = A - B + C$
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

ADAPAH NORD 54
Association déclarée
Rue Ernest Hemingway
54810 LONGLAVILLE

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

En ma qualité de Commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de Commerce.

Fait à Vandoeuvre, le 15 avril 2025.



ADAPAH NORD 54
Association déclarée
Rue Ernest Hemingway
54810 LONGLAVILLE

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

RAPPORT SUR LES COMPTES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

I - Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADAPAH NORD 54 relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

M

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.

III – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les éléments suivants :

J'ai procédé à l'appréciation des informations contenues dans l'annexe aux comptes annuels et notamment la partie « Annexe libre – Provisions », et mes travaux ne m'ont pas conduit à remettre en cause les informations qui y sont exposées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

V – Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies



significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI – Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 823-10-1 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- *Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;*
- *Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;*

h

- *Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;*
- *Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liées à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;*
- *Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.*

Fait à Vandoeuvre, le 15 avril 2025.

